

Edito | Elections européennes: un devoir citoyen

C'est bien joli de nous rappeler, entre deux manifs des Gilets Jaunes, une fois tous les 36 du mois, qu'en mai prochain, le 26 en France, nous serons appelés aux urnes pour élire nos députés au Parlement Européen. Et, même, du côté du pouvoir de sembler espérer que ces Gilets-là finiraient par s'entendre pour, justement, faire une liste, histoire de manger un peu de laine sur le dos du Front national - pardon du Rassemblement National - qui caracole en tête des sondages et accueille à bras ouverts, c'est à dire en position éligible, les transfuges des « Républicains », les Garraud et autres Mariani qui n'ont sans doute aucun état d'âme à l'idée de siéger demain à côté des italiens de la Ligue, au sein d'un groupe d'extrême droite à Strasbourg....

Heureusement, face à cette indifférence, à cet opportunisme qui suscite le dégoût, il se trouve des organisations, les Maisons de l'Europe, un Mouvement Européen par exemple, qui font ce qu'ils peuvent pour rappeler ce qu'est la construction européenne, les principes qu'elle défend, à commencer par les droits démocratiques élémentaires qui sont, ici et là, de plus en plus bafoués. On pense à ces milliers et milliers de Hongrois qui ont manifesté à la mi-décembre pour cela, face au régime de Viktor Orban, le grand copain de l'italien Salvini et de Marine Le Pen. Cet Orban et son gouvernement que le Parlement européen a condamnés pour « violations des valeurs européennes » par 448 voix contre 197, le 12 septembre dernier. Encore heureux qu'il se trouvait une majorité pour défendre une certaine idée de l'Europe.

Et nous, face à cela ? Vous et moi, citoyens de la République que pouvons nous faire ? Commencer, déjà, par nous informer, par découvrir ou redécouvrir ce que l'Union Européenne permet, au lieu d'être trop vite prêts à emboucher les trompettes de la renommée, à épouser les discours qui vilipendent Bruxelles, oubliant par exemple que l'Europe a un budget et qu'elle accompagne et soutient nombre et nombre de projets dans nos régions. Faut-il rappeler que la Nouvelle-Aquitaine gère, pour la période 2014-2020, près de 2,5 milliards d'euros de Fonds Européens qui permettent cela dans le domaine de la formation, de l'emploi, de l'agriculture, de l'économie numérique, des innovations, du développement durable ?... Un pilotage décentralisé des politiques structurelles européennes qui est une vraie réussite, ce que les élus de la République, ou du moins beaucoup d'entre eux, oublient de rappeler, préférant nous débiter le discours de la souveraineté. A moins que ce ne soit quelques doctes penseurs de la « fracture sociale » qui s'y collent sur le thème de l'euro bien trop fort, plutôt que de s'interroger sur une réforme de l'Etat qui sonne, depuis toujours, comme « l'Arlésienne » dans la bouche de nos dirigeants.

Commençons-donc par nous-mêmes, les médias, à mettre en valeur ce qui le mérite, ce que nous sommes trop nombreux à oublier par conformisme ambiant, ou parce que cela est politiquement dans l'air du temps. Aqui.fr va donc consacrer, au fil des semaines, des reportages à cette Europe concrète, qui intéresse d'ailleurs beaucoup de jeunes quand on leur en parle et pas seulement lorsqu'ils le vivent, dans le cadre d'Erasmus par exemple. Nous essaierons ainsi d'être fidèles à ce que nous, les anciens, avons découvert et vécu. A ces rencontres qui nous ont marqués à jamais et auxquelles un beau mot servait de dénominateur commun: la paix.

(Lire par ailleurs l'article de Sybille Rousseau: Elections européennes : « Grand Oral » pour les parlementaires girondins)



Joël Aubert

Crédit Photo :
Publié sur aqui.fr le 12/01/2019
[Url de cet article](#)